

Projet de l'Union Africaine et de l'Allemagne au sujet de la coordination renforcée des initiatives de contrôle des ALPC dans la grande région du sahel: rencontre des bailleurs de fonds, 15 février 2016

Introduction

Le 15 février 2016, l'Office des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne (OA) a tenu une rencontre pour discuter de la coordination des donateurs dans le secteur du contrôle des armes légères. Présidée conjointement par l'OA et l'Union Africaine, la rencontre a eu lieu à Berlin avec la participation des représentants des donateurs des nations du G7 (Groupe des sept), de l'Union Européenne et de la Suisse. Ont également participé des délégués de Mines Advisory Group (MAG), de Small Arms Survey (SAS) et de Bonn International Center for Conversion (BICC).

La décision de mettre ensemble les bailleurs de fonds dans le domaine du contrôle des armes conventionnelles a été prise dans le cadre d'un projet en cours traitant de la coordination renforcée des initiatives sur les ALPC/PSSM (Sécurité Physique et Gestion des Stocks) dans la grande région du sahel. Ce projet a commencé en Mai 2015 et est exécuté conjointement par l'Allemagne et l'Union Africaine. Il est en train d'établir une plateforme de coordination pour rassembler les donateurs, les organisations régionales et les agences chargées de la mise en œuvre pertinents dans une série de rencontres afin d'échanger des informations et de réduire la duplication des efforts.

Séance du matin

La rencontre des donateurs à Berlin a été ouverte par l'ambassadeur Baumann, commissaire adjointe du gouvernement fédéral allemand pour le désarmement, qui a expliqué que l'objectif de la rencontre était de favoriser une coordination plus étroite entre les donateurs, en partie en développant une compréhension commune des priorités et projets de chaque bailleurs. Ces pensées ont été réitérées par Thomas Goebel, chef de service pour la maîtrise des armements conventionnels du gouvernement fédéral, ainsi que par Dr. Tarek A. Sharif, Chef de la Division de la Défense et de la Sécurité du Département Paix et Sécurité de l'UA.

Ces interventions d'ouverture ont été suivies par une première séance durant laquelle les représentants des donateurs présents ont présenté leurs activités courantes et futures. Durant cette séance, la représentante de l'UE, Mme Lene Lindolt Hove a remarqué que les priorités dans le financement par l'UE pourront changer suite aux révisions en cours dans la stratégie globale de l'Union européenne en matière de politique étrangère et de sécurité. Le délégué du Japon, M. Seiichiro Taguchi, a relevé l'importance de la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD IV), qui aura lieu en août. M. Tarmo Dix de l'Office des Affaires étrangères de la République Fédérale d'Allemagne (OA) a mentionné l'ouverture de l'Allemagne pour cofinancer des projets avec d'autres bailleurs de fonds.

Pendant la deuxième séance du matin, des présentations ont été délivré par M. Wolf-Christian Paes (BICC) et Mme Anna Alvazzi (Small Arms Survey). Au cours de cette séance, des questions ont été soulevées au sujet de l'échange d'informations et au sujet de la relation entre l'échange d'information et les actions communes entre des bailleurs. A cet égard, M. Paes a

expliqué que le projet UA- Allemagne envisage de créer une base de données sur les projets ALPC/PSSM dans la grande région du sahel. Les participants de la rencontre ont exprimé leur soutien à cette initiative mais ont également souligné le besoin de bien doter cette initiative et d'une mise à jour régulière. Les participants ont également remarqué que toute nouvelle base de données devrait prendre en compte d'autres initiatives déjà existantes, aussi bien pour éviter des duplications comme pour minimiser la charge d'élaborer des rapports multiples. Une suggestion était d'inclure dans la base des données un calendrier des rencontres pertinentes concernant les ALPC/PSSM.

La discussion a également tourné vers le besoin de renforcer les capacités des points focaux nationaux sur les ALPC et des institutions dans la grande région du sahel, ainsi que vers la possibilité pour plusieurs donateurs de conduire des évaluations sur les besoins et le planning consécutif conjointement. Il a également été proposé que les donateurs et les professionnels mettent en place une liste de contrôle commune (shared check-list), qui devraient identifier les institutions et capacités nécessairement en place avant une intervention ALPC. Une autre suggestion était de connecter cette liste de contrôle avec la Stratégie de l'Union africaine sur le contrôle de la prolifération, de la circulation et du trafic illicites des ALPC (2011).

L'importance de conduire une sensibilisation politique de haut-niveau au sujet du contrôle des ALPC dans la grande région du sahel a également été soulevée. Ceci non seulement afin d'assurer la durabilité des projets ALPC dans la longue durée, mais aussi pour assurer que des efforts à des niveaux plus bas pour l'amélioration du contrôle des ALPC reçoivent le soutien politique nécessaire.

Séance de l'après-midi

La séance de l'après-midi contenait trois présentations. La première a tiré l'attention sur l'importance des évaluations PSSM de base et a été donnée par M. Nikhil Acharya (BICC). La deuxième présentation était celle de Dr. Claudia Breitung (BICC) qui a exposé et évalué un programme de former les formateurs PSSM, financé conjointement par plusieurs bailleurs avec l'Allemagne comme nation directrice. Dans ses commentaires sur cette présentation, M. Goebel (OA) a indiqué que ce programme pourrait servir d'exemple positive pour la coordination des donateurs qui pourrait être imité dans la grande région du sahel.

La troisième et dernière présentation a été faite par M. Chris Loughran (MAG) qui a examiné l'initiative en cours de la part de MAG qui vise à développer les meilleures pratiques pour mesurer les effets de projets PSSM. De manière plus générale, M. Loughran a fait allusion aux bénéfices d'intégrer un mapping des acteurs dans toute intervention, tandis que Mme Alvazzi (SAS) a affirmé qu'il y a un besoin d'investir dans le monitoring et l'évaluation des projets ALPC.

Conclusions et prochaines étapes

En concluant la séance de l'après-midi, M. Goebel (AO) a souligné le besoin de se rencontrer et d'échanger des informations, ainsi que son souhait d'aller au-delà de l'échange d'information et atteindre une coordination plus étroite des donateurs. Il a également mis l'accent sur l'importance d'une plus grande reconnaissance du sujet de PSSM à des niveaux

politiques supérieurs, aussi bien dans les pays donateurs que dans les pays d'interventions. A cet égard, M. Goebel a exprimé qu'il serait propice de garder le sujet du contrôle des ALPC en tant que thème primordial dans l'agenda des G7 (Groupe des sept). M. Goebel a remarqué que dans le futur l'Allemagne va travailler pour la création d'une plateforme en ligne pour l'échange d'informations qui sera un outil pour la coordination et qui éliminera la nécessité pour tant de rencontres.

En ce qui concerne les prochaines étapes dans le projet UA-Allemagne, Dr. Tarek Sharif (Union Africaine) a indiqué que les organisations régionales africaines avec un mandat ALPC couvrant la grande région du sahel se rencontreront à Djibouti en mai. Ces organisations régionales seront invitées à échanger des informations et à discuter des améliorations dans la coordination lors d'une rencontre qui est relié au comité de pilotage régional de l'UA concernant les ALPC et le DDR.

Concernant cette rencontre, M. Goebel (OA) a estimé qu'il serait utile de mener une réflexion sur la contribution souhaitée par les donateurs des partenaires régionales au processus de coordination mené par l'UA et l'Allemagne. M. Goebel a soulevé la question d'inclure des rencontres à petite échelle au sein du projet UA-Allemagne, p.ex. au niveau national ou au niveau d'organisations régionales individuelles. Cela pourrait être particulièrement intéressant dans des pays ou régions dans lesquels on trouve une myriade d'interventions ALPC.

Finalement, les participants de la rencontre ont été informé qu'une autre rencontre de la plateforme de coordination sera tenue le samedi, 11 juin, à New York City, en lien avec le Sixth Biennial Meeting of States on the UN Programme of Action (BMS6). Cette rencontre mettra ensemble les donateurs, les organisations régionales africaines et d'autres agences d'exécution pertinentes.

Dates importantes

14/15 Mars : Réunion de Wilton Park, Lomé au Togo

31 Mars – 1 Avril : Mines Advisory Group (MAG), la Table ronde sur la Sécurité Physique et Gestion des Stocks : l'impact, le succès et l'efficacité, Londres, Royaume Uni

Mai (date à confirmer) : Comité de pilotage régional de l'UA concernant les ALPC et le DDR, Djibouti

11 Juin : l'UA-Allemagne réunion de la plateforme de coordination, New York, Etats-Unis